

Coller ci-dessous l'étiquette code barre
correspondant à l'épreuve

P9 - 00093



270-00-150160

ESCP_AEHE

Date : 30.04.15

Epreuve / Sous épreuve : ESH ESCP

Code Epreuve : 270

Nombre de copies supplémentaires : 1

Note

attribuée :

20

Peut-on considérer que la concurrence constitue le véritable moteur de la croissance économique?

En 1960, le rapport RUEFF-ARNAND était remis au Premier ministre DEBRÉ. Ce rapport visait à donner les leviers pour permettre un plus grand dynamisme de l'activité économique et privilégiait la libéralisation et l'ouverture massive à la concurrence. Ainsi, une profession réglementée comme les taxis devait perdre son privilège : le nombre de taxis à Paris, après ouverture à la concurrence, passerait alors de 20 000 à 60 000, soit autant d'emplois créés et une baisse importante des prix synonymes, à un niveau agrégé, de forte croissance économique.

La concurrence, entendue comme l'interaction sur un marché entre une multitude d'agents cherchant chacun à maximiser son utilité contre les autres, semble alors la source du dynamisme, en annihilant les rentes, et ainsi doit se concevoir comme le moteur de la croissance.

Mais la concurrence doit se concevoir à différents niveaux, ce qui pose la question du marché pertinent : parle-t-on d'une concurrence nationale, régionale ou mondiale? Ces formes diverses de la concurrence doivent alors nous questionner.

sur la pluralité des effets que la concurrence a sur la croissance. Ainsi, une concurrence mondiale exacerbée ne mène-t-elle pas à privilégier des « champions nationaux » qui limitent la concurrence sur le territoire domestique mais permettent, grâce aux exportations, d'être à l'origine de la croissance économique.

Ce sont alors les conditions de la concurrence qui nous conduisent à interroger l'effet de celle-ci sur la croissance. Faut-il avoir renoncé à la concurrence pour préserver sa croissance ?

Dès lors, peut-on considérer que la concurrence est le véritable moteur de la croissance économique ?

La concurrence semble a priori le meilleur moyen de permettre une croissance forte et stable, elle en est donc bel et bien le moteur (I). Mais la concurrence exacerbée et la concurrence à tout prix semblent à long terme, en comprimant les marges des entreprises, pénaliser la croissance : la concurrence n'est plus le moteur mais plutôt un frein à la croissance (II). Finalement, renoncer à la concurrence semble, dans certains cas, permettre une croissance plus soutenue : la croissance trouve alors sa source dans une situation contraire à une situation de concurrence. (III).

*

*

*

La concurrence semble a priori le meilleur moyen d'arriver à une croissance économique forte et stable. En effet, les conditions de la concurrence pure et parfaite, forme idéal-typique de la concurrence, semble source d'efficacité économique (A). Outre ce résultat atteint dans des modèles statiques, la concurrence, envisagée de façon dynamique, semble pousser les agents à innover et ainsi être source d'efficacité à long terme (B). Finalement, face à l'inefficacité des situations monopolistiques, la concurrence semble bien la condition préalable et essentielle à toute croissance économique (C).

La concurrence pure et parfaite, dont les conditions - énoncées par KNIGHT - sont l'atomicité, la mobilité, la libre-entrée, l'homogénéité et la transparence, semble la situation économique optimale. Ainsi selon le premier théorème de l'économie du bien-être, établi par ARROW et DEBREU, démontre que la concurrence pure et parfaite mène à une situation pareto-optimale. Cela signifie que la concurrence pure et parfaite permet l'efficacité économique, elle est donc la condition préalable à toute croissance économique en permettant aux acheteurs et offreurs de mener à bien leurs transactions dans une situation maximisant le surplus collectif (équilibre walrasien).

Faire la concurrence n'est pas seulement la condition préalable à la croissance, elle en est également l'élément catalyseur. En effet la concurrence, du fait de la pression exercée par

Les autres agents, pousse chacun à augmenter son efficacité, ce qui au niveau global semble efficace. Ainsi, Frédéric BASTIAT dans La pétition des marchands de chandelles contre la concurrence déloyale du soleil (1845) affirme que « Tuer la concurrence, c'est tuer l'intelligence », il est donc nécessaire de la préserver pour permettre dans le temps de maintenir une croissance forte. Comme le démontre Jean-Jacques DANIEL dans L'Etat de concurrence. Pour en finir avec les rentes (2014), augmenter la concurrence a pour effet immédiat de réduire les prix en ponctionnant les rentes et en contraignant à l'innovation. Ainsi, la concurrence se conçoit contre l'immobilité et l'inaction des entreprises en situation de monopoles. Ainsi, lors de la réunification de l'Allemagne en 1991, les entreprises est-allemandes étaient beaucoup moins efficaces que les entreprises ouest-allemandes, leurs coûts étant dans certains secteurs jusqu'à cinq fois supérieurs. Au regard de l'excellence universitaire de la République démocratique allemande (RDA) dans certains domaines, cette différence de coût de production semble s'expliquer par l'absence d'incitation à innover, ce qui nécessairement mène à une situation sous-optimale et pèse négativement sur la croissance.

En effet, les situations de monopoles, envisagées comme l'inverse des situations de concurrence du fait d'un vendeur unique pour une multitude d'acheteurs, mène à des situations sous-optimales qui vont donc dans le sens d'une nécessité de la concurrence pour permettre la croissance. Effectivement, les monopoles présentent une situation inefficace :

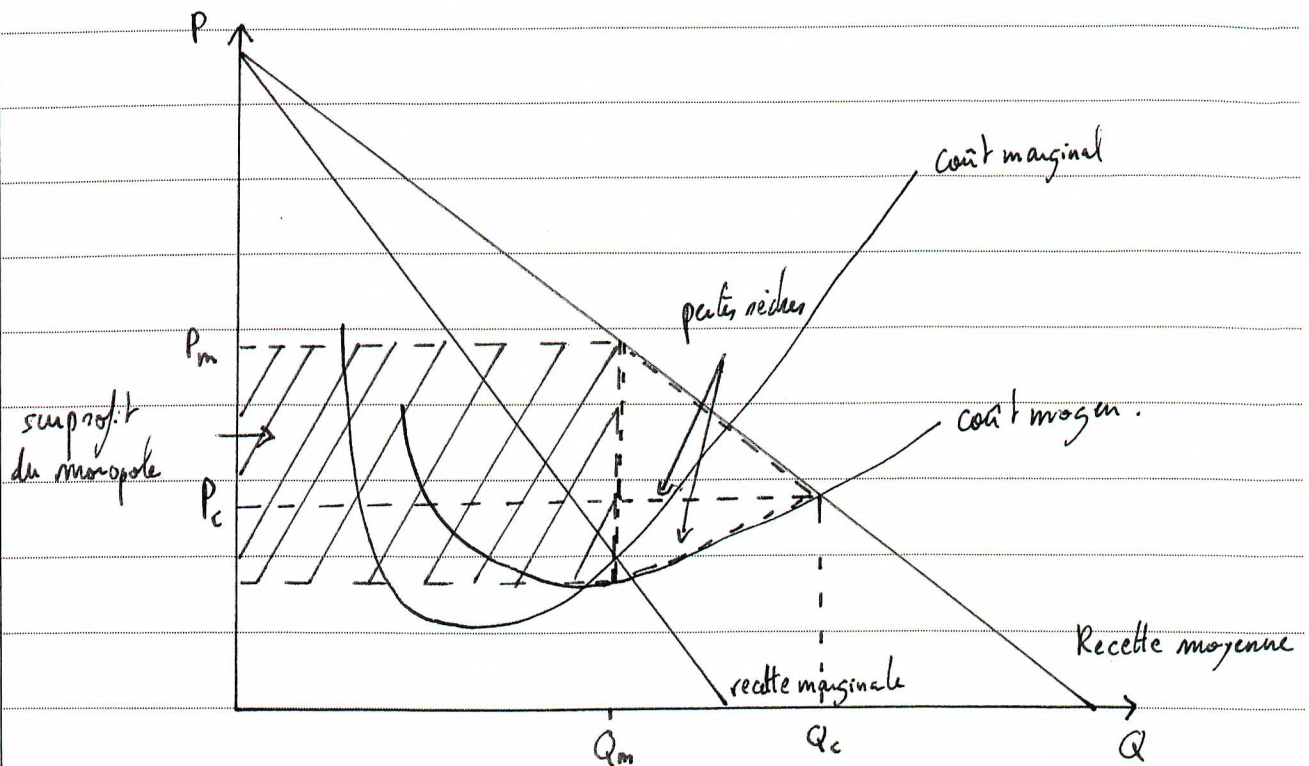


FIGURE 1. FAIBLESSE DES QUANTITÉS PRODUITES

ET HAUT NIVEAU DES PRIX: L'INEFFICACITÉ
DU MONOPOLE

On constate alors que le monopole mène à une situation où les prix sont supérieurs ($P_m > P_c$) et où les quantités produites sont inférieures ($Q_m < Q_c$). Ce deuxième point prouve que le monopole nuit à la croissance, puisqu'il mène à une production réduite. En outre au niveau agrégé, la perte sèche (surface verte, qui correspond au triangle de HARBARGER (1954)) nous montre qu'au niveau agrégé, la situation de monopole contraind les acheteurs, ce qui nuit à la demande et donc à la croissance. Finalement, la concurrence semble bien le moyen de la croissance, toute tentative de lutter contre elle ou d'en sortir étant nuisible à la croissance.

Pourtant, la concurrence mène à une situation annulant le profit des entreprises (car la recette moyenne est égale au coût moyen), cela signifie une possible perte d'efficacité : l'entreprise, engagée dans une guerre des prix, renonce à ses investissements, peut-être même à la croissance à long terme. Cette limite est d'autant plus marquée que les concurrents peuvent mener des pratiques déloyales. La concurrence est-elle inconditionnellement le moteur de la croissance ?

En effet, la concurrence peut ne pas être menée dans des conditions permettant la croissance, cela est d'autant plus vrai à l'échelle internationale où la concurrence est souvent considérée comme déloyale (A). En outre la guerre des prix qui mène entre eux les différents agents peut conduire à des situations de sous-investissement qui pénalise la croissance (B). Enfin, rechercher la concurrence à tout prix revient à fragiliser les entreprises dans leur évolution propre, qui est celle d'une augmentation de la taille. Promouvoir la concurrence revient alors à entraver le développement des entreprises, et donc à freiner la croissance économique (C).

La concurrence internationale montre, dans ses cas extrêmes, les limites de la concurrence et de ses effets sur la croissance. Tout d'abord, les clauses de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)

autorisant certains pays à mener des pratiques protectionnistes pour se développer montre que la concurrence internationale permise par le libre-échange pénalise le développement de ces pays en empêchant leur croissance. C'est ainsi la mise en œuvre des thèses de Friedrich LIST (Système d'économie politique, 1841) qui voulait la sortie progressive de la concurrence internationale pour permettre le développement d'entreprises nationales sources à terme de croissance. Cette question de la concurrence redevient aujourd'hui un dilemme pour les pays occidentaux qui, après avoir préconisé une concurrence internationale accrue, subissent aujourd'hui la concurrence des pays émergents. Ainsi, selon Lilas DESTIQUO ("La désindustrialisation en France", 2008), sur la période 2000-2008, 28% des emplois détruits dans l'industrie française seraient dus à des délocalisations, et donc à la concurrence étrangère. C'est pour cette raison que Jacques ALLAIS (La mondialisation, l'union européenne et le chômage, 1999) préconisait la mise en place d'un protectionnisme européen pour lutter contre le "dumping social" mené par certains pays qui n'aurait pour seule conséquence que de détruire des emplois et de freiner la croissance: la concurrence internationale semble mettre à la croissance plutôt que d'en être le moteur.

En outre, les vertus incitatives de la concurrence stimulant l'innovation doivent être pondérées. Car si la concurrence permet la réduction des coûts, elle entraîne aussi une baisse des marges, pénalisant alors l'investissement

et les dépenses en recherche et développement, pourtant source de la croissance du fait de l'importance de connaissances comme le montre le second modèle de croissance endogène de Paul RORER ("endogenous technological change", in Journal of Political Economy, 1990). Ainsi, la compression des marges par les entreprises françaises pour maintenir leur compétitivité-prix a eu selon Louis GALLOIS, dans son rapport de 2012, un effet négatif à terme sur le développement et a donc directement pesé sur la croissance française. Joseph STIGLITZ, à propos de la libéralisation et de l'ouverture à la concurrence des aéroports britanniques ("airports debauched worsened by greed and neglect", 2006) a ainsi souligné que le niveau de concurrence était corrélaté négativement au niveau d'investissement. La concurrence internationale comme domestique, semble alors pénaliser la croissance à long-terme.

Finalement, la recherche d'une situation concurrentielle s'oppose au bon fonctionnement des firmes, dont la dynamique expansionniste mène à une concentration croissante qui s'oppose à la concurrence. En effet, puisque la partition des actifs est imparfaite (un travail due peut être employé que pour une heure par semaine, par exemple), l'entreprise dispose d'un stock d'actifs qu'elle utilise par son expansion. Cette dynamique inhérente au fonctionnement de l'entreprise relevée par Edith PENROSE (The Theory of the growth of the firm, 1959) montre que la dynamique de croissance passe par une

réduction de la concurrence. Empêcher les concentrations pour défendre la concurrence devient alors source de fonctionnement sous-optimal des entreprises et donc pénalise l'entreprise. La concurrence semble alors freiner la dynamique de croissance plutôt que d'en être le moteur.

Puisque la concurrence à tant prix semble freiner la concurrence, doit-on lui préférer des situations oligopolistiques voire monopolistiques qui permettraient in fine une plus forte croissance ?

*

*

*

En effet, les innovations, facteur de croissance à long terme, semblent motivées uniquement par la recherche d'un monopole temporaire. Il faut donc savoir renoncer à la concurrence pour permettre la croissance (A). En outre, la concentration des entreprises, inhérente à leur fonctionnement, semble également source de gains d'efficacité : lutter contre celle-ci pour défendre la concurrence est donc source d'inefficacité et de perte de croissance (B). Finalement, les situations oligopolistiques semblent par conséquent devoir être privilégiées pour permettre de préserver sa croissance : pour préserver sa croissance, on renonce alors à la concurrence domestique du fait de la concurrence internationale.

Les dépenses en recherche et développement et les innovations semblent motivées par un unique but : s'entendre de la concurrence. En effet, Joseph SCHUMPETER (Théorie de l'évolution économique, 1912) montre que l'entrepreneur qui innove ne le fait que pour bénéficier d'une rente de monopole qui en plus de rembourser les coûts investis lui permet de dégager un bénéfice net. Le système du brevet aurait, selon les lectures institutionnalistes du développement de l'Europe occidentale, joué un rôle essentiel durant la révolution industrielle. Comme le montre David LANDES (L'Europe technicienne ou le Prométhée libéré, 1975), la recherche et développement se systématisa notamment car les brevets garantissaient un retour sur investissement. Finalement, les brevets, en accordant des monopoles temporaires d'innovation, soulignent la reconnaissance par les pouvoirs publics que, pour qu'il y ait de la croissance, il faut savoir renoncer à la concurrence.

Outre la nécessité de renoncer à la concurrence pour permettre l'évolution, il semble également qu'il faille laisser les concentrations se faire car elles ne relèvent pas nécessairement d'une volonté d'acquiescer un pouvoir de marché mais répondent à un souci d'efficacité. Ainsi Ronald COASE ("The Nature of the firm", in Economica, 1937) montre que l'internalisation des activités peut correspondre à une logique d'efficacité.

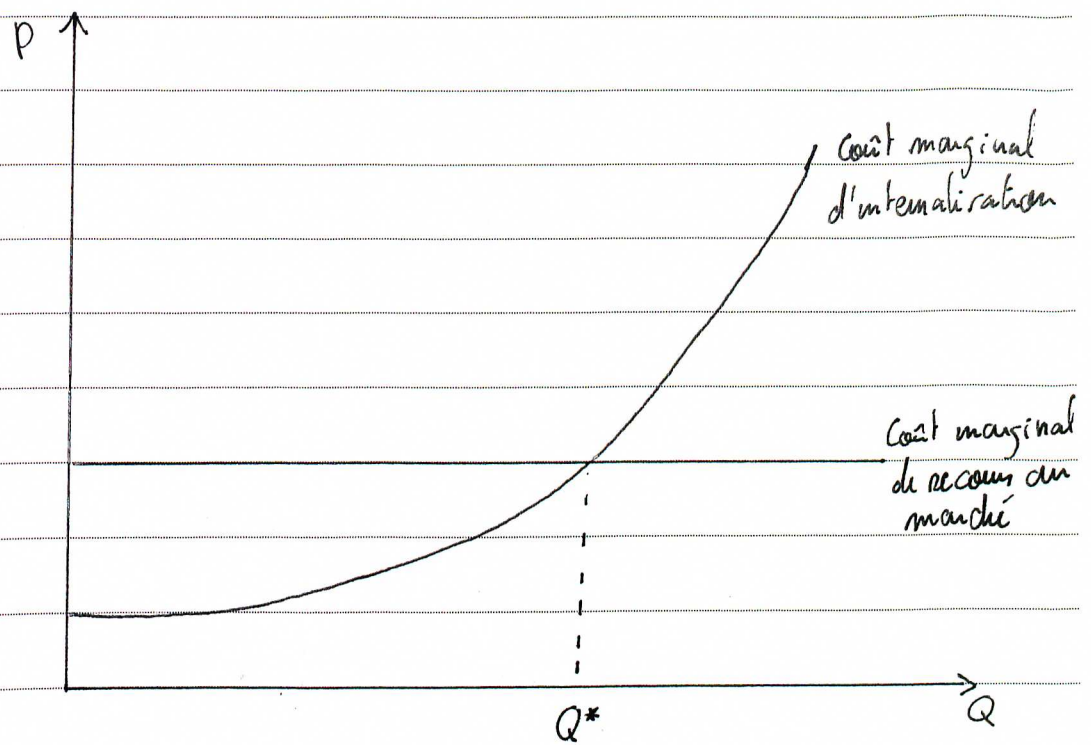


FIGURE 2: L'ARBITRAGE DE LA FIRMES ENTRE
LE RECOURS AU MARCHÉ ET L'INTERNALISATION
DES ACTIVITÉS SECON COASE

Ainsi, empêcher l'entreprise de s'étendre peut être sous optimal. C'est pour cette raison que Oliver WILLIAMSON (Markets and hierarchies analysis: Antitrust implications, 1975) estime que les politiques de concurrence visant à démanteler des groupes peuvent être sous d'efficacité: la concurrence relève alors d'autres facteurs que la concurrence.

Finalement, dans un contexte de concurrence internationale accrue ne faut-il pas renoncer à la concurrence sur le marché domestique pour faire face à la concurrence sur le marché mondial. La comparaison entre les cas allemand et américain durant la première mondialisation

semble parlante. L'Allemagne choisit de privilégier les groupes et une forte concentration, notamment dans le domaine de la chimie pour avoir des secteurs exportateurs forts et compétitifs à l'échelle internationale. Au contraire, les Etats-Unis, faiblement insérés dans l'économie mondiale du fait d'un important marché intérieur, choisissent de lutter contre les « trusts ». On voit alors l'arbitrage opéré entre insertion soignée dans l'économie mondiale et concurrence sur le marché domestique. Ainsi, les Etats-Unis décernai largement ouvert sur le monde adoptèrent en 1988 le National Cooperative Act autorisant les entreprises à s'entendre pour mettre en commun leur dépenses en recherche et développement et ainsi pouvoir, dans une logique de synergie, s'insérer efficacement dans l'économie mondiale : renoncer à la concurrence domestique permet alors d'être compétitif dans un contexte de concurrence internationale, et ainsi de stimuler sa croissance.

*

*

*

Theodore ROOSEVELT en 1911 distinguait les « good trusts » et les « bad trusts » et mettait ainsi en évidence que, selon les cas, il faut savoir privilégier la concurrence ou la concentration pour stimuler la croissance.

La concurrence n'est donc pas le véritable moteur de

Coller ci-dessous l'étiquette code barre correspondant à l'épreuve

Date : 30.04

Epreuve / Sous épreuve : ESH ESCP

Code Epreuve : 270

Nombre de copies supplémentaires : 1 (numérotez les pages dans le cadre en bas à droite)

S'il s'agit d'une copie supplémentaire, reportez ici le code à 6 chiffres situé sous le code barre :

150160

Note

attribuée :

la croissance économique. Elle peut l'encourager ou l'entraver selon l'échelle à laquelle on se situe et le marché auquel on s'intéresse. Ce constat pose alors la question du rôle que doit jouer la politique de la concurrence qui ne peut se limiter à combattre les ententes et à contrôler les concentrations.

En particulier la politique de la concurrence menée à l'échelle européenne mérite d'être repensée. Car si la concurrence peut être facteur d'efficacité, cela ne peut être le cas que dans un contexte de saine compétition. Pour permettre aux entreprises européennes de mieux faire face à la concurrence internationale et ainsi dynamiser la croissance européenne, ne vaudrait-il pas encourager une coopération synergique entre celles-ci ?